

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/15436]

12 DECEMBRE 2018. — Décret contenant le budget des recettes de la communauté française pour l'année budgétaire 2019 (1)

Le parlement a adopté et, Nous Gouvernement, sanctionnons ce qui suit.

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2019, les recettes de la Communauté française sont évaluées à 10.751.198.000,00 euros, se décomposant comme suit :

- Recettes courantes (Titre I) : 10.728.555.000,00 euros.
- Recettes en capital (Titre II) : 22.643.000,00 euros.

Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à constater tout droit et à percevoir toute recette revenant à la Communauté.

Art. 3. Le Ministre ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé à souscrire les emprunts et à conclure toute opération de gestion financière et de trésorerie réalisée dans l'intérêt général du Trésor dans le respect des procédures arrêtées par le Gouvernement de la Communauté.

Art. 4. Le Ministre ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé, moyennant information du Parlement, du Gouvernement et de la Cour des comptes, à imputer une recette de l'exercice au budget d'une année antérieure dès lors que cette recette procédait de l'équilibre budgétaire de l'année concernée.

Art. 5. La constatation des droits et le recouvrement des recettes est opéré par les receveurs-trésoriers désignés par arrêté du Ministre du Budget.

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles le 12 décembre 2018.

Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance
A. GREOLI

Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

Ministre de l'Éducation
M.-M. SCHYNS

Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
A. FLAHAUT

Note

(1) Session 2018-2019

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 707-1. – Exposé particulier, n° 707-1 (annexe 1). – Rapport de commission, n° 707-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 707-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 12 décembre 2018.

BUDGET DES RECETTES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2019

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
TITRE I - RECETTES COURANTES				
SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES				
08.01.00	----	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté	0	
08.03.00	0810	Versements des soldes des fonds budgétaires supprimés	0	
08.04.00	0810	Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française	0	
11.01.00	1111 4324 4410	Remboursement des salaires, traitements, subventions- traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	14.900	
11.02.00	1111	Remboursement de rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL	0	
11.03.00	1111 4324 4410	Remboursement de rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL - Chargés de mission + redevances	13.200	
11.41.00	1140	Quote-part à charge des membres du personnel du Ministère de la Communauté française dans les titres-repas	1.166	
12.01.00	1211	Versements des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds	3.930	
16.01.00	1612	Produits divers	5.909	
16.02.00	1612	Remboursement de sommes indûment versées	130	
16.03.00	1612	Droits d'inscription à l'enseignement à distance	126	
16.04.00	1612	Droits d'inscription dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	3.739	
16.05.00	1612	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale	37	
16.07.00	1611	Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège	8.924	
16.21.00	1612	Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	2.825	
16.22.00	1612	Droits d'homologation des certificats et diplômes	7	
16.23.00	1611	Produit de la vente des fréquences analogiques	0	
29.01.00	2110 2610	Intérêts de placements et produits de la gestion de la dette	1.208	
36.01.00	3650	Rétributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 170, § 2 de la Constitution	0	
38.01.00	3850	Récupération des déficits des comptables condamnés par la Cour des comptes	0	

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
46.01.00	4940	Partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques	2.770.785	
46.02.00	4940	Partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée	7.426.323	
46.05.00	4940	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	81.334	
46.06.00	4511 4934	Correction définitive dotations RW/COCOF (y compris intérêts)	0	
46.07.00	1120	Correction définitive cotisation de responsabilisation (y compris intérêts)	0	
46.08.00	4911 4934	Interventions de la Région Wallonne et de la COCOF relatives à l'accueil des élèves dans l'enseignement spécial	100	
46.09.00	4934	Contribution exceptionnelle de la Région wallonne	0	
46.10.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/8 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	27.163	
46.11.00	4940	Dotation visée à l'article 47/10 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	39.723	
46.12.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/9 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	0	
46.13.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/11 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	14.388	
46.14.00	4630	Remboursement de la contribution à l'Agence de FSE	978	
49.31.00	4934 4940	Accords de coopération avec la Région wallonne et l'Etat fédéral relatifs aux conventions de premier emploi	0	
49.32.00	1612	Recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale	7.860	
49.33.00	4940	Jardin botanique de MEISE	1.919	
49.34.00	4934	Intervention de la Région Wallonne dans l'engagement de personnes en situation de handicap	79	
49.37.00	4934 4935 4940	Remboursement des rémunérations du personnel engagé dans le cadre de conventions ACS - APE signées avec toute entité fédérée ou fédérale	56.003	
49.38.00	4934 4935	Contributions du FOREM et d'ACTIRIS dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n°25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand	3.721	
49.39.00	4934 4940	Interventions de la Région bruxelloise et de la Région wallonne dans le cadre des programmes de transition professionnelle	11.230	
49.40.00	4940	Intervention de l'Etat Fédéral dans les rémunérations	1.353	
Total SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES			10.499.060	

SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
06.04.11	3810	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsides d'institutions internationales pour des actions communautaires -cf. D.O. 11 - P.A. 12 - F.B.M. 0101	270	
38.10.11	3810	Dotations et avances de la Loterie nationale -cf. D.O. 11 - P.A. 36 - F.B.M. 0101	20.419	
49.26.11	4926 3840 3850	Contributions dues par la Communauté germanophone dans le cadre du protocole d'accord bilatéral entre la Communauté germanophone et la Communauté française en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, des amendes administratives aux sportifs d'élites, aux fédérations sportives, organisateurs et les retributions de prestations pour le compte des tiers -cf. D.O. 11 - P.A. 20 - F.B.M. 0101	15	
38.40.14	3840	Recettes diverses -cf. D.O. 11 - P.A. 37 - F.B.M. 0102	1	
39.14.14	3910	Intervention de l'Union européenne dans le financement d'activités liées à la Présidence belge de l'Union européenne - cf. D.O. 14 - P.A. 12 - F.B.M. 1272	0	
39.18.14	1612 3840	Intervention des fonds européens en faveur de programmes d'actions en relation avec l'asile, la migration et l'intégration (AMIF)	1.000	
39.10.15	3910	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles -cf. D.O. 15 - P.A. 23 - F.B.M. 0101	0	
30.02.17	3300	Récupérations d'allocations familiales, recouvrement de parts contributives et intervention du fédéral dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse -cf. D.O. 17 - P.A. 14 - F.B.M. 3304	12.830	
38.50.17	3850	Recettes résultant de l'application du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption -cf. D.O. 17 - P.A. 13 - F.B.M. 0101	60	
16.14.18	1612	Remboursement de matériel dégradé ou d'aide financière indue à un justiciable -cf. D.O. 18 - P.A. 11 - F.B.M. 0101	11	
49.40.18	4940	Fonds budgétaire relatif aux missions définies à l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et pour les missions définies dans le Décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant l'aide aux justiciables -cf. DO 18 - PA 32 - FBM 0101 -cf. D.O. 18 - P.A. 32 - F.B.M. 0101	6.974	
06.06.20	3840	Dons, legs et recettes de toute nature pour le soutien de la culture -cf. D.O. 20 - P.A. 11 - F.B.M. 0103	0	
16.08.20	1612	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt, produit de la vente de matériel déclassé et produit des prêts payants -cf. D.O. 20 - P.A. 15 - F.B.M. 1232	100	
16.10.20	1612	Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels -cf. D.O. 20 - P.A. 61 - F.B.M. 1251	0	
16.13.20	1612	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le Centre culturel Marcel Hicter et par le Centre de formation socio-culturelle de Rossignol -cf. D.O. 20 - P.A. 05 - F.B.M. 0101	838	

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
49.45.20	3910	Recettes en provenance de l'Union européenne en vue de financer le fonctionnement du Point de Contact Culture Europe - cf. D.O. 20 - P.A. 19 - F.B.M. 1203	18	
16.09.22	1612	Droits d'inscription, taxes, amendes et interventions communales perçus dans les Centres de lecture publique de la C.F. et de la Bibliothèque publique centrale de la C.F. - Produits de la vente de biens ou de services -cf. D.O. 22 - P.A. 11 - F.B.M. 1230	243	
38.10.24	3810 3850	Contributions de personnes physiques et morales désireuses de contribuer à la restauration et/ou la conservation et/ou la protection de biens mobiliers classés (privés ou publics) par la Communauté française -cf. D.O. 24 - P.A. 11 - F.B.M. 0101	30	
16.11.25	3690	Contribution de la R.T.B.F. et des radios privées (article 27 du décret du 19 juillet 1991) -cf. D.O. 25 - P.A. 34 - F.B.M. 3101	1.580	
16.24.25	4940	Recettes LTE -cf. D.O. 25 - P.A. 11 - F.B.M. 0102	141.740	
06.05.26	3810	Recettes diverses, donations, legs, dotation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif -cf. D.O. 26 - P.A. 11 - F.B.M. 1233	18.127	
28.01.40	2610	Intérêts des produits financiers placés des fondations, donations, legs et prix, et remboursement des placements venus à échéance -cf. D.O. 40 - P.A. 42 - F.B.M. 0101	78	
38.10.40	3810	Dotations, legs et recettes de toute nature destinés au soutien d'initiatives dans le secteur de l'enseignement -cf. D.O. 40 - P.A. 42 - F.B.M. 0102	0	
39.06.40	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et enseignement en alternance -cf. D.O. 40 - P.A. 80 - F.B.M. 3002	10.000	
39.07.40	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement de promotion sociale -cf. D.O. 40 - P.A. 80 - F.B.M. 3001	6.000	
30.01.47	3431	Remboursement des allocations d'études -cf. D.O. 47 - P.A. 10 - F.B.M. 3302	399	
39.12.52	4911 4934 4935 4940	Interventions des Fonds européens, des Fonds sectoriels, subventions régionales, provinciales et fédérales en faveur des programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel -cf. D.O. 52 - P.A. 94 - F.B.M. 0103	2.142	
49.36.52	4934	Intervention de la Région Wallonne en faveur du renforcement et la valorisation de l'enseignement en alternance	4.000	
39.15.55	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur -cf. D.O. 55 - P.A. 91 - F.B.M. 0101	2.456	

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
39.17.58	3910	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action et de formation de réinsertion professionnelle à l'intervention de l'enseignement à distance -cf. D.O. 58 - P.A. 30 - F.B.M. 0101	164	
Total SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES				229.495
Total TITRE I - RECETTES COURANTES				10.728.555
TITRE II - RECETTES EN CAPITAL				
SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES				
76.01.00	7632	Produits de la vente ou de l'octroi de tous autres droits réels sur des immeubles	0	
76.02.00	7632	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	20.000	
76.03.00	7720	Recettes diverses	1.513	
76.04.00	7632	Produits du règlement des litiges	16	
Total SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES				21.529
SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES				
87.03.17	8710	Remboursements des prêts accordés aux services agréés de l'aide à la jeunesse et des organismes agréés d'adoption -cf. D.O. 17 - P.A. 14 - F.B.M. 8101	83	
86.01.22	8610	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs -cf. D.O. 22 - P.A. 24 - F.B.M. 0101	517	
86.02.22	8610	Remboursements de prêts accordés à des libraires -cf. D.O. 22 - P.A. 24 - F.B.M. 8104	15	
87.01.40	8720	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droits -cf. D.O. 40 - P.A. 13 - F.B.M. 8201	8	
87.02.47	8720	Remboursements des prêts d'études -cf. D.O. 47 - P.A. 10 - F.B.M. 8203	491	
Total SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES				1.114
Total TITRE II - RECETTES EN CAPITAL				22.643

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
Total général				10.751.198
dont subdivisions générales				10.520.589
dont subdivisions particulières				230.609

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15436]

12 DECEMBER 2018. — Decreet houdende de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2019 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2019, worden de ontvangsten van de Franse Gemeenschap op 10.751.198.000,00 euro geraamd, onderverdeeld als volgt :

- Lopende ontvangsten (Titel I) : 10.728.555.000,00 euro.
- Kapitaalontvangsten (Titel II) : 22.643.000,00 euro.

Art. 2. De Regering wordt ertoe gemachtigd elk recht vast te stellen en elke ontvangst die aan de Franse Gemeenschap toekomt, in te vorderen.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de begroting en de financiën, wordt ertoe gemachtigd leningen aan te gaan en elke verrichting inzake financieel beheer en elke thesaurieverrichting in het algemeen belang van de Thesaurie uit te voeren met inachtneming van de procedures bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De Minister bevoegd voor de begroting en de financiën, wordt ertoe gemachtigd, mits informatie aan het Parlement, de Regering en het Rekenhof, een ontvangst van dit jaar aan te rekenen op de begroting van een vorig jaar, als die ontvangst noodzakelijk was voor het evenwicht van de begroting van dat jaar.

Art. 5. De vaststelling van de rechten en de invordering van de ontvangsten geschieden door toedoen van de ontvangers-thesauriers die bij besluit van de Minister van Begroting aangesteld worden.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 december 2018.

De Minister-President, verantwoordelijk voor Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, van Onderwijs voor sociale promotie,
Wetenschappelijk en Media
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 707-1.- Bijzondere toelichting, nr. 707-1 (bijlage 1). - Verslag van de Commissie, nr. 707-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering n° 707-3
Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 12 december 2018.

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2018/206331]

29. NOVEMBER 2018. — Erlass der Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen, Artikel 9 § 3 Absatz 2, Artikel 11 Absatz 2, Artikel 22 Absatz 2, Artikel 28 § 1 Absatz 3, Artikel 28 § 2 Absatz 2, Artikel 36 Absatz 2, Artikel 40 Absatz 3 Nummern 1-4, Artikel 41 Absatz 3, Artikel 42 Absatz 1, Artikel 45 Absatz 3, Artikel 50 § 1 Absätze 2 und 3, Artikel 50 § 2 Absatz 1, Artikel 51 Absatz 1 Nummer 2, Artikel 52, Artikel 54 Absatz 3, Artikel 58 Absatz 3, Artikel 59 § § 1-2, Artikel 59 § 3 Absatz 1 Nummer 3 und Absatz 2, Artikel 62 § 2 Absatz 2 und Artikel 110;

- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1952 zur Ausführung des Artikels 41 Absatz 2 e) der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. September 1953 zur Ausführung von Artikel 34 letzter Absatz der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. März 1964 zur Festlegung der Bedingungen, die ein Kind mit einer Behinderung erfüllen muss, um Familienleistungen in Anwendung von Artikel 47 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger zu erhalten;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. März 1965 über die Familienbeihilfen zugunsten bestimmter, vom Staat entlohnter Personalkategorien und der Personalmitglieder des Einsatzkaders und des Verwaltungs- und Logistikkaders der lokalen Polizeikörpers;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. April 1965 über den Pool der Seeleute der Handelsmarine;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1967 zur Festlegung der Kontrollmaßnahmen im Falle eines Anschlusses von Arbeitgebern, die bei einer Kinderzulagenkasse kündigen;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Februar 1968 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen, und der Periode, während deren Kinderzulagen gewährt werden zugunsten eines Kindes, das am Ende eines Hochschulstudiums eine Abschlussarbeit vorbereitet;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Juli 1969 über die Erteilung von Familienbeihilfen zugunsten des in Artikel 56septies der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten Kindes mit einer Behinderung;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. August 1969 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen gewährt werden zugunsten eines Kindes, das ein Praktikum absolviert, um in ein Amt ernannt werden zu können;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1973 zur Festlegung der Feststellungsweise der Beeinträchtigung von einigen Personen zwecks Anwendung der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 1974 zur Ausführung von Artikel 107 § 4 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. Dezember 1975 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen zugunsten eines Kindes, das dem Unterricht folgt, bewilligt werden;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. März 1979 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen zugunsten eines Kindes, das durch einen Lehrvertrag gebunden ist, bewilligt werden;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1981 zur Ausführung von Artikel 57bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. April 1984 zur Festlegung der Verpflichtung, jedes Element, das eine Änderung bezüglich der Gewährung oder der Auszahlung einer Familienleistung zur Folge haben könnte, mitzuteilen;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. August 1985 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen zugunsten des Kindes, das der Teilzeitschulpflicht unterliegt, bewilligt werden;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. August 1985 zur Ausführung von Artikel 62 § 5 allgemeinen Familienbeihilfengesetzes;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Juni 1987 zur Festlegung der Fälle, in denen die Gewährung der Kinderzulagen ausgesetzt wird, wenn das Kind seinen Militär- oder Zivildienst leistet;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. Juni 1987 zur Ausführung von Artikel 119bis des Allgemeinen Familienbeihilfengesetzes;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. November 1987 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen an das in Artikel 47 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnte Kind mit einer Behinderung bewilligt werden;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. November 1987 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen an das in Artikel 63 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnte Kind mit einer Behinderung bewilligt werden;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. Juni 1989 zur Ausführung von Artikel 71 § 2 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. April 1991 zur Ausführung von Artikel 3bis des Gesetzes vom 20. Juli 1971 zur Einführung garantierter Familienleistungen zwecks Festlegung der Beträge, die als Vorschuss gezahlt werden;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1991 zur Ausführung der Artikel 47, 56septies und 63 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger und des Artikel 96 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. Februar 1994 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Familienleistungen an Arbeitslose;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. April 1997 zur Ausführung von Artikel 71 § 1bis des allgemeinen Familienbeihilfengesetzes;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. November 1997 zur Ausführung der Artikel 3, 7 und 24 des Gesetzes vom 11. April 1995 zur Einführung der "Charta" der Sozialversicherten mit Bezug auf die in den Artikeln 19, 31, 32 und 33 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten Einrichtungen für Familienbeihilfen;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Juni 1999 über das Geschäftsführungskonto und die Verwaltungsrücklage der Kassen für Familienbeihilfen;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. März 2000 zur Ausführung von Artikel 42bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 25. April 1997 zur Ausführung von Artikel 71 § 1bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. März 2001 zur Ausführung von Artikel 102 § 1 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. März 2002 zur Ausführung verschiedener Bestimmungen des Gesetzes vom 11. April 1995 zur Einführung der "Charta" der Sozialversicherten und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. April 1976 zur Festlegung der Regelung der Familienleistungen für Selbständige
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. August 2002 zur Ausführung von Artikel 60 § 1 Absatz 3 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Juni 2003 zur Festlegung des Betrags und der Gewährungsmodalitäten der in Artikel 70ter der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten pauschalen Zulage;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. April 2005 zur Ausführung von Artikel 69 § 2bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. April 2005 zur Ausführung von Artikel 102 § 1 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen gewährt werden für ein Kind, das Unterrichtskurse besucht oder seine Ausbildung fortsetzt;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2006 über die Erhöhung der in den Artikeln 44 und 44bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten altersbedingten Zuschläge;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 2007 zur Ausführung von Artikel 56 § 2 Absatz 3 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 2007 zur Ausführung von Artikel 50quinquies der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 26. Mai 1958 zur Festlegung der Arbeitslosigkeitstage, die für das System der Kinderzulagen für Arbeitnehmer den tatsächlichen Arbeitstagen aus Gründen des Personenstands oder aufgrund von staatsbürgerlichen und gewerkschaftlichen Pflichten gleichgestellt werden;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 12. Juni 1974 zur Beauftragung der Inspektoren und beigeordneten Inspektoren der Sozialinspektion des Ministeriums für Sozialfürsorge zwecks Überwachung der Ausführung der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 18. Januar 2000 zur Bestimmung der Beamten, die zuständig für Abweichungsanfragen im Bereich der Familienleistungen sind;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 15. März 2001 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen Grenzgängern erteilt werden;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 26. Juni 2002 bezüglich des Gebrauchs der in Artikel 71 § 3 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten Dokumente, Bescheinigungen oder Brevets zwecks Übermittlung der für die Festlegung der Rechte auf Familienleistungen nötigen Daten;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 19. April 2005 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen Personen erteilt werden, die Opfer einer Kindesentführung sind.

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 11. Juli 2018;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 13. Juli 2018;

Aufgrund des Gutachtens des Rates für Familienleistungen vom 20. Juni 2018;

Aufgrund des Gutachtens 64.018/1/V des Staatsrates, das am 29. August 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Aufgrund des Gutachtens der Datenschutzbehörde Nummer 121/2018 vom 7. November 2018;

Auf Vorschlag des Ministers für Familie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1. — ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 - Begriffsbestimmungen

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. Dekret: das Dekret vom 23. April 2018 über die Familienleistungen;
2. Verwaltung: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
3. Erlass vom 28. März 2003: den Königlichen Erlass vom 28. März 2003 zur Ausführung der Artikel 47, 56septies und 63 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger und des Artikels 88 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002.

KAPITEL 2. — AUSBILDUNG UND ERWERBSTÄTIGKEIT

Abschnitt 1. — Ausbildung

Unterabschnitt 1. — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 2 - Gewährung des Basiskindergeldes aufgrund einer Ausbildung

Das Basiskindergeld wird jedem Kind aufgrund von Artikel 9 § 3 des Dekrets gewährt, das einer im vorliegenden Abschnitt erwähnten Ausbildung nachgeht.

Art. 3 - Bestimmung des Ausbildungszeitraums

Ein Kind gilt während der folgenden Zeiträume als einer in vorliegendem Abschnitt erwähnten Ausbildung nachgehend:

1. für den Zeitraum, in dem es für eine dieser Ausbildungen an der Bildungs- oder Ausbildungseinrichtung eingeschrieben ist;
2. für den Zeitraum des gesamten Schuljahres, wenn eine Einschreibung für eine Ausbildung bis spätestens zum 30. November des betreffenden Schuljahres erfolgt ist;
3. für den Zeitraum, der zwei aufeinanderfolgende Schuljahre voneinander trennt, wenn das Kind nach den Sommerferien erneut einer Ausbildung nachgeht;
4. für den Zeitraum der Sommerferien nach dem Ende des Schuljahres der Bildungs- oder Ausbildungseinrichtung, die das Kind verlässt, wenn das Kind nach den Sommerferien keiner Ausbildung mehr nachgeht. Diese Ferien gelten als beendet, sobald das nächste Schuljahr beginnt und spätestens nach 120 Tagen nach Beginn dieser Sommerferien.

Das Kind, das bis zum Ende eines Schuljahres für eine Ausbildung eingeschrieben war und sich aus Krankheitsgründen nicht für das folgende Schuljahr einschreiben kann, gilt bis zum Ende der Sommerferien nach diesem folgenden Schuljahr als einer Ausbildung nachgehend.

Die Tatsache, dass das Kind sich aus Krankheitsgründen nicht für das folgende Schuljahr einschreiben kann, belegt der Antragsteller anhand eines ärztlichen Attests.

Art. 4 - Ausschluss des Arbeitssuchenden

Eine Eintragung als Arbeitssuchender führt zur widerlegbaren Annahme, dass ein Kind keiner Ausbildung mehr nachgeht.

In Abweichung von Absatz 1 führt eine Eintragung als Arbeitssuchender während der Sommerferien zur widerlegbaren Annahme, dass ein Kind nach dem Ende der Sommerferien keiner Ausbildung mehr nachgeht.

Die Annahme kann durch eine erneute Bescheinigung, dass das Kind weiterhin an einer Bildungs- oder Ausbildungseinrichtung eingeschrieben ist, widerlegt werden.

Unterabschnitt 2 - Lehre und Teilzeitunterricht

Art. 5 - Lehre und ihr gleichgestellte Ausbildungen

Eine Lehre gilt als Ausbildung, wenn der entsprechende Lehrvertrag oder das entsprechende Lehrabkommen anerkannt und kontrolliert wird:

1. gemäß den Bestimmungen in Bezug auf die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;
2. gemäß den Bestimmungen in Bezug auf die Industrielehre;
3. gemäß Artikel 19 des Gesetzes vom 16. April 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten.

Der in Absatz 1 erwähnten Lehre werden gleichgestellt :

1. die Lehre außerhalb Belgiens, deren Programm von der zuständigen ausländischen Behörde anerkannt ist oder einem von dieser Behörde anerkannten Programm entspricht;
2. die Meisterausbildung und das Meistervolontariat;
3. die Ausbildung zum Betriebsleiter.

Art. 6 - Teilzeitunterricht und ihm gleichgestellte Ausbildungen

Teilzeitsekundarunterricht im Regelschulsystem, Unterricht im Förderschulsystem sowie eine in Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht erwähnte anerkannte Ausbildung gelten als Ausbildung.

Unterricht außerhalb Belgiens, dessen Programm von der zuständigen ausländischen Behörde anerkannt ist oder einem von dieser Behörde anerkannten Programm entspricht, ist dem in Absatz 1 erwähnten Unterricht gleichgestellt.

Unterabschnitt 3 - Schule

Art. 7 - Schulunterricht

Kurse an einer oder mehreren Bildungseinrichtungen gelten als Ausbildung, wenn sie mindestens 17 Stunden pro Woche umfassen. Eine Unterrichtsstunde von mindestens 45 Minuten gilt als eine Stunde.

Den in Absatz 1 erwähnten Stunden werden gleichgestellt:

1. Stunden, die verpflichtend unter der Aufsicht von Lehrern mit praktischen Übungen in der Bildungseinrichtung verbracht werden;
2. Stunden, die verpflichtend unter Aufsicht als Lernstunden in der Bildungseinrichtung verbracht werden;
3. Praktika, sofern im Lehrprogramm vorgeschrieben;
4. Stunden an Bildungseinrichtungen außerhalb Belgiens, deren Programm von der zuständigen ausländischen Behörde anerkannt ist oder einem von dieser Behörde anerkannten Programm entspricht.

In Abweichung von Absatz 1 gelten Kurse der Erwachsenenbildung nicht als Ausbildung.

Unterabschnitt 4 - Hochschule

Art. 8 - Hochschulunterricht

Hochschulunterricht gilt als Ausbildung, wenn das Kind eingeschrieben ist für einen Studiengang, der zu einem staatlich anerkannten Bachelor-, Master- oder gleichgestellten Diplom führt.

Sind dem in Absatz 1 erwähnten Hochschulunterricht gleichgestellt:

1. die Ausbildung der Diener eines vom Staat anerkannten Kultes;
2. die wissenschaftlichen Lehrgänge zur Vorbereitung auf die Königliche Militärschule oder auf ein Ingenieurstudium.

Unterricht, dem das Kind im Rahmen der Abfassung einer Doktorarbeit folgt, gilt nicht als Ausbildung.

Art. 9 - Hochschulunterricht, der nicht zu einem Diplom führt

In Abweichung von Artikel 8 gilt ein Hochschulunterricht, der nicht zu einem staatlich anerkannten Bachelor-, Master- oder gleichgestelltem Diplom führt, als Ausbildung, wenn der Hochschulunterricht, für den das Kind eingeschrieben ist, mindestens 17 Stunden pro Woche umfasst. Eine Unterrichtsstunde von 45 Minuten gilt als eine Stunde.

Die Unterrichtsstunden im Rahmen der Abfassung einer Doktorarbeit werden für die Berechnung der in Absatz 1 erwähnten Stunden nicht in Betracht gezogen.

Unterabschnitt 5 - Verringerung oder Beendigung der Ausbildung

Art. 10 - Verringerung oder Beendigung der Ausbildung

Ein Kind gilt nicht länger als einer Ausbildung nachgehend, wenn:

1. es im Laufe des Schuljahres seine Einschreibung oder seine Einschreibungen auf weniger als die in den Artikeln 7 und 9 erwähnte Anzahl Stunden verringert;
2. die in den Artikeln 5-9 erwähnten Ausbildungen im Laufe des Schuljahres, für das es eingeschrieben war, beendet werden.

Abschnitt 2. — Erwerbstätigkeit

Art. 11 - Zeitraum der Erwerbstätigkeit

Ein Kind gilt für das gesamte Quartal als erwerbstätig im Sinne von Artikel 11 Absatz 1 des Dekrets, wenn es innerhalb dieses Quartals insgesamt für mindestens 24 Tage :

1. eine gewinnbringende Tätigkeit im Rahmen eines Arbeitsvertrags ausübt;
2. eine gewinnbringende Tätigkeit im Rahmen eines Statuts ausübt;
3. eine gewinnbringende Tätigkeit als Selbstständiger ausübt.

Art. 12 - Zugelassene Erwerbstätigkeiten

In Abweichung von Artikel 11 gelten folgende Tätigkeiten als zugelassen und werden nicht berücksichtigt für das Berechnen der dort erwähnten Anzahl Tage:

1. eine Tätigkeit, die ein Kind im Rahmen einer in Artikel 5-9 erwähnten Ausbildung ausübt;
2. der freiwillige Dienst für den Kollektivnutzen im Sinne des Gesetzes vom 11. April 2003 zur Einführung eines freiwilligen Dienstes für den Kollektivnutzen. Der in Artikel 5 desselben Gesetzes vorgesehene Sold wird nicht als Gewinn oder Sozialleistung betrachtet;
3. eine Tätigkeit, die ein Kind im Rahmen eines in Titel VII des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge definierten Beschäftigungsvertrag für Studenten ausübt;
4. eine Freiwilligenarbeit im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 2005 über die Rechte der Freiwilligen. Die Entschädigungen im Sinne von Artikel 10 desselben Gesetzes werden nicht als Gewinn oder Sozialleistung betrachtet, insofern der gemäß demselben Artikel desselben Gesetzes unentgeltliche Charakter der Freiwilligenarbeit dadurch nicht verloren geht;
5. der freiwillige Militärdienst im Sinne des Gesetzes vom 10. Januar 2010 zur Einführung des freiwilligen Militärdienstes und zur Abänderung verschiedener auf das Militärpersonal anwendbarer Gesetze, zu dem sich das Kind laut Artikel 21 Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzes verpflichtet hat. Die in Artikel 50 Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzes erwähnten Vorteile werden nicht als Gewinn oder Sozialleistung betrachtet;
6. eine Tätigkeit als Selbstständiger, für die reduzierte Sozialbeiträge gemäß Artikel 12 § 1ter und § 2 sowie Artikel 12bis des Königlichen Erlasses Nummer 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen gezahlt werden;
7. Tätigkeiten von freiwilligen Feuerwehrleuten und freiwilligen Krankenwagenfahrern, die keine Feuerwehrleute sind, im Sinne des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit.

Art. 13 - Erhalt von Sozialleistungen

Wenn das Kind eine Sozialleistung in Anwendung einer belgischen oder ausländischen Regelung in Sachen Krankheit, Invalidität, Arbeitsunfälle, Berufskrankheiten oder Arbeitslosigkeit oder eine in Kapitel IV Abschnitt 5 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen erwähnte Laufbahnunterbrechungszulage erhält, gilt es als erwerbstätig für den Monat, auf den sich diese Leistung oder Zulage bezieht, es sei denn, diese Leistung oder Zulage wurde aufgrund einer in Artikel 12 erwähnten zugelassenen Tätigkeit ausgezahlt.

KAPITEL 3. — KINDER MIT BEEINTRÄCHTIGUNG

Art. 14 - Feststellung der Beeinträchtigung und Zuordnung von Kategorien

Die Feststellung der Beeinträchtigung erfolgt auf Grundlage der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003.

Für die Anwendung von Artikel 21 des Dekrets werden die dort erwähnten Kategorien wie folgt zugeordnet:

1. Kategorie 1 wird bei Erreichen der in Artikel 8 § 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 erwähnten Punktzahl zugeordnet;
2. Kategorie 2 wird bei Erreichen der in Artikel 8 § 2 Absatz 2 erster Gedankenstrich des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 erwähnten Punktzahl zugeordnet;
3. Kategorie 3 wird bei Erreichen der in Artikel 8 § 2 Absatz 2 zweiter Gedankenstrich des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 erwähnten Punktzahl zugeordnet;
4. Kategorie 4 wird bei Erreichen der in Artikel 8 § 2 Absatz 2 dritter Gedankenstrich und der in Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 erwähnten Punktzahl zugeordnet;
5. Kategorie 5 wird bei Erreichen der in Artikel 8 § 2 Absatz 2 vierter Gedankenstrich des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 erwähnten Punktzahl zugeordnet;
6. Kategorie 6 wird bei Erreichen der in Artikel 8 § 2 Absatz 2 fünfter Gedankenstrich des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 erwähnten Punktzahl zugeordnet;
7. Kategorie 7 wird bei Erreichen der in Artikel 8 § 2 Absatz 2 sechster Gedankenstrich des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 erwähnten Punktzahl zugeordnet.

KAPITEL 4. — UNTERGEBRACHTE KINDER

Art. 15 - Behörden

Die in Artikel 28 § 2 des Dekrets erwähnten Kinder können entweder durch eine Entscheidung folgender Behörden oder zu Lasten folgender Behörden in einer Einrichtung untergebracht werden:

1. Richter und Gerichte, die mit der Anwendung von Jugendschutz- oder Jugendhilfebestimmungen betraut sind;
2. der in Artikel 8 des Dekrets vom 19. Mai 2008 über die Jugendhilfe und zur Umsetzung von Jugendschutzmaßnahmen erwähnte Jugendhilfedienst;
3. die Deutschsprachige Gemeinschaft und ihre Behörden, die nicht unter Nummer 2 fallen;
4. die öffentlichen Sozialhilfezentren.

Ausländische Behörden oder Behörden anderer Gebietskörperschaften sind den in Absatz 1 erwähnten Behörden gleichgestellt, insofern sie gleichwertige Aufgaben erfüllen.

Art. 16 - Unterbringung

§ 1 - Für die Anwendung von Artikel 28 § 2 des Dekrets gilt ein Kind als untergebracht, wenn es sich in einer Einrichtung unter deren Verantwortung und Aufsicht befindet, um dort erzogen oder versorgt zu werden.

In Abweichung von Absatz 1 gilt ein Kind auch als untergebracht, wenn:

1. es sich um ein minderjähriges Kind handelt und;
2. eine Behörde oder eine anerkannte Einrichtung aufgrund einer föderalen oder gemeinschaftlichen Jugendschutz- oder Jugendhilfebestimmung mit der Aufsicht oder der Begleitung des Kindes betraut ist.

§ 2 - Ein untergebrachtes Kind gilt als zu Lasten einer Behörde untergebracht, wenn sich die Behörde an den Unterhaltskosten des Kindes beteiligt.

Art. 17 - Einrichtung

Für die Anwendung von Artikel 28 § 2 des Dekrets gilt jede juristische Person, in der Kinder gemäß Artikel 16 untergebracht werden, als Einrichtung.

KAPITEL 5. — EMPFÄNGER

Art. 18 - Person, die das Kind tatsächlich großzieht

Für die Anwendung von Artikel 28 § 1 Absatz 2 des Dekrets kann der Beweis des Gegenteils durch alle rechtlichen und faktischen Elemente erbracht werden, die darauf schließen lassen, dass der Antragsteller mehr als die Hälfte der Unterhaltskosten trägt. Diese Elemente sind bei der Verwaltung einzureichen.

Art. 19 - Empfänger der Adoptionsprämie

Für die Anwendung von Artikel 36 Absatz 1 Nummer 2 des Dekrets teilen die Adoptierenden der Verwaltung ihre Wahl zum Zeitpunkt der in Artikel 25 vorgesehenen Beantragung der Familienleistungen mit. Sie können die Wahl gemäß derselben Form ändern.

KAPITEL 6. — GEWÄHRUNGS- UND RÜCKFORDERUNGSVERFAHREN

Abschnitt 1. — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 20 - Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Verwaltung verarbeitet die für die Bearbeitung der Anträge auf Familienleistung nötigen personenbezogenen Daten.

Art. 21 - Antragsformulare

§ 1 - Zusätzlich zu den Daten, auf die die Verwaltung unter Berücksichtigung der anwendbaren Vorgaben bezüglich des Datenschutzes Zugriff hat, kann sie insbesondere die in vorliegendem Artikel aufgeführten Informationen über Antragsformulare abfragen.

§ 2 - Das Antragsformular für das Kindergeld kann folgende Informationen abfragen, die den Antragsteller, das Kind, den Empfänger, den Sozialversicherten, den Elternteil, die Person, die das Kind tatsächlich großzieht, das Haushaltsmitglied und den Familienangehörigen betreffen:

1. Name, Vorname, Nationalregisternummer, Identifikationsnummer der Sozialen Sicherheit, Geburtsdatum, Sterbedatum oder Datum der Verschollenheitserklärung, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Zivilstand, Telefonnummer und E-Mail-Adresse;
2. Haushaltszusammensetzung, Familiensituation und Beziehung zu dem Kind, Mündigkeit;
3. Angaben zur Ausbildung;
4. Angaben darüber, ob Anrecht auf erhöhte Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung besteht;
5. Angaben über die berufsständische Situation;
6. Angaben über Anrechte auf ausländisches Kindergeld;
7. Kontonummer und Bankverbindung und die Erlaubnis für die Verwaltung, die Identität des Kontoinhabers zu überprüfen;
8. Bescheinigung, dass das Kind kein Recht auf Familienleistungen im Land seines Wohnsitzes hat, wenn es im Ausland wohnt.

§ 3 - Das Antragsformular für die Geburtsprämie kann folgende Informationen enthalten, die den Antragsteller, das Kind und den Elternteil betreffen:

1. die in Paragraf 2 aufgeführten Informationen;
2. Informationen bezüglich des voraussichtlichen Geburtstermins.

§ 4 - Das Antragsformular für die Adoptionsprämie kann folgende Informationen enthalten, die den Antragsteller, das Kind und die Adoptierenden betreffen:

1. die in Paragraf 2 aufgeführten Informationen;
2. Dokumente, die die Absicht des Adoptierenden oder seines Ehepartners ausdrücken, das Kind zu adoptieren.

Art. 22 - Gerichtliche Daten

Die Verwaltung verarbeitet den Antragsteller, das Kind, den Empfänger, den Sozialversicherten, den Elternteil, die Person, die das Kind tatsächlich großzieht, das Haushaltsmitglied und den Familienangehörigen betreffende Gerichtsurteile, die entweder aufgrund des Artikels 55 des Dekrets oder aufgrund der Artikel 572bis, 580 und 594 des Gerichtsgesetzbuches ergangen sind, sowie alle Gerichtsurteile, die einen Einfluss auf das Anrecht, die Höhe und den Empfänger der Familienleistungen haben können.

Außer in Gerichtsurteilen, im Rahmen derer die Deutschsprachige Gemeinschaft selbst Partei ist, verarbeitet die Verwaltung keine gerichtlichen Daten hinsichtlich strafrechtlicher Verstöße oder strafrechtlicher Verurteilungen.

Art. 23 - Aufbewahrung der Daten

Die in Artikel 21 erwähnten Daten werden unbeschadet anderer Gesetzes-, Dekret- oder Verordnungsbestimmungen, die gegebenenfalls eine längere Aufbewahrungsfrist vorsehen, wie folgt aufbewahrt:

1. für ein Kind, das nie tatsächlich Anrecht auf die Aufzahlung einer Familienleistung hatte, während 5 Jahren nach dem Ende des Monats, in dem der Antrag auf eine Familienleistung gestellt wurde;
2. für ein Kind, das Anrecht auf die Auszahlung einer Familienleistung hatte, während 5 Jahren ab dem Ende des Monats, in dem zum letzten Mal Anrecht bestand, es sei denn, einige Daten sind notwendig für die Untersuchung des Anrechts eines anderen Kindes;

3. für ein Kind, für das ein administratives oder gerichtliches Verfahren anhängig ist, während 5 Jahren ab dem Ende des Monats, in dem das Verfahren beendet wurde.

Abschnitt 2. — Anträge

Art. 24 - Untersuchung von Amts wegen

Unter Berücksichtigung von Artikel 30 ist es materiell möglich, die Familienleistungen auszuzahlen, wenn die Verwaltung nach dem Auftreten eines Ereignisses, das ein Anrecht auf Familienleistungen eröffnet, über alle nötigen Informationen verfügt, die darauf schließen lassen, dass der Antragsteller alle Bedingungen erfüllt, um in den Genuss dieser Leistung zu kommen.

Art. 25 - Bearbeitung auf Antrag

Unbeschadet der Möglichkeit, das Anrecht gemäß Artikel 24 von Amts wegen zu bearbeiten, bearbeitet die Verwaltung das Anrecht auch auf Antrag. Der Antrag erfolgt anhand eines Formulars, durch das die in Artikel 21 aufgeführten Daten abgefragt werden können.

Abschnitt 3. — Beschlüsse

Art. 26 - Fristen für die Notifizierung

In Anwendung von Artikel 45 Absatz 3 Nummer 1 des Dekrets und unbeschadet des Artikels 27 setzt die Verwaltung die betroffenen Personen innerhalb von zwei Wochen ab der Beschlussfassung und spätestens zum Zeitpunkt der Ausführung von jedem Beschluss, der sie betrifft, in Kenntnis.

Art. 27 - Freistellung von der Notifizierung

In Anwendung von Artikel 45 Absatz 3 Nummer 2 des Dekrets muss in folgenden Fällen keine Notifizierung erfolgen:

1. bei Fassung eines günstigen Beschlusses zur Gewährung einer Familienleistung;
2. bei Einstellung einer in Abschnitt 6 vorgesehenen provisorischen Auszahlung.

Art. 28 - Notifizierung durch Einschreiben

In Anwendung von Artikel 45 Absatz 3 Nummer 3 des Dekrets erfolgt jede Notifizierung eines Beschlusses zur Rückforderung einer zu Unrecht ausgezahlten Familienleistung per Einschreiben.

Wenn der Empfänger das in Absatz 1 erwähnte Einschreiben abholt, notifiziert die Verwaltung dem Empfänger den Beschluss durch ein gewöhnliches Schreiben. Dieses Schreiben vermerkt das Datum des in Absatz 1 erwähnten Einschreibens. Das Datum des Einschreibens gilt als Referenzdatum für alle sich aus der Rückforderung ergebenden Rechtsfolgen und Fristen.

In Abweichung von Absatz 1 erfolgt eine Notifizierung nicht per Einschreiben, wenn der zu Unrecht ausgezahlte Betrag die Summe von 50 Euro nicht übersteigt.

Abschnitt 4. — Durch die Verwaltung oder den Antragsteller zu erteilende Informationen

Art. 29 - Durch die Verwaltung zu erteilende Informationen

Für die Anwendung von Artikel 41 des Dekrets erteilt die Verwaltung dem Antragsteller folgende dienliche Informationen:

1. die Gewährungsbedingungen der jeweils beantragten Familienleistung;
2. die Bedingungen zur Aufrechterhaltung der Gewährung der Familienleistung;
3. die für die Berechnung des Betrags der Familienleistung in Betracht gezogenen Elemente;
4. die in der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG sowie die im Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnten Informationen. Diese Informationen erteilt die Verwaltung dem Antragsteller zum Zeitpunkt des Antrags aus eigener Initiative.

Die Verwaltung informiert den Antragsteller von Amts wegen bei jeder Eröffnung des Anrechts auf eine Familienleistung darüber, welche Informationen er der Verwaltung gemäß Artikel 30 zwecks korrekter Bearbeitung des Antrags auf Familienleistungen zu erbringen hat.

Art. 30 - Durch den Antragsteller zu erteilende Informationen

Der Antragsteller informiert die Verwaltung unverzüglich über jedes Element, das eine Änderung bezüglich der Gewährung oder der Auszahlung einer Familienleistung zur Folge haben könnte, mit Ausnahme des Inkrafttretens einer Gesetzes-, Dekret- oder Verordnungsbestimmung, die sie betreffen könnte.

Abschnitt 5. — Auszahlung

Art. 31 - Auszahlungszeitpunkt

Unbeschadet des Artikels 44 des Dekrets werden die Familienleistungen spätestens am 8. Tag des Monats gezahlt, der dem Monat folgt, auf den sie sich beziehen.

Unbeschadet der Anwendung von Absatz 1 gilt eine Auszahlung als verspätet im Sinne von Artikel 52 des Dekretes, wenn sie nicht im Laufe des Monats nach dem Monat, auf den sie sich bezieht, erfolgt.

Art. 32 - Auszahlung auf eine Zahlungskarte

In Anwendung von Artikel 50 § 2 Absatz 1 des Dekrets können die Familienleistungen auf eine Zahlungskarte gezahlt werden, mit der Debitkartentransaktionen im Sinne der Verordnung (EU) 2015/751 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2015 über Interbankenentgelte für kartengebundene Zahlungsvorgänge getätigt werden können und die die Verwaltung dem Empfänger übergibt.

Abschnitt 6. — Provisorische Auszahlung

Art. 33 - Gemeinsame Bestimmungen

Unter Berücksichtigung der Rechtsvorschriften der Europäischen Union, die auf die Familienleistungen anwendbar sind, kann die Verwaltung die Familienleistungen in den im vorliegenden Abschnitt erwähnten Fällen gemäß den dort festgelegten Modalitäten provisorisch an Kinder mit Wohnsitz im deutschen Sprachgebiet auszahlen.

Art. 34 - Berufsständische Situation

Wenn Informationen über die berufsständische Situation einer Person, die für die Anwendung der Rechtsvorschriften der Europäischen Union im Bereich der Familienleistungen zu berücksichtigen ist, für einen Monat nicht vorliegen oder unvollständig sind, kann die Verwaltung die Familienleistungen fortzahlen bis zum Ende des Quartals nach dem Quartal, in dem sich der betreffende Monat befindet.

Art. 35 - Provisorische Fortzahlung nach Anfrage von periodischen Bescheinigungen oder Formularen

Die Verwaltung nimmt für den Monat, in dem sie eine periodische Bescheinigung oder ein periodisches Formular zur Bestätigung des Anrechts auf Familienleistungen angefordert hat, für den Vormonat und für den Folgemonat die provisorische Fortzahlung der entsprechenden Familienleistungen vor.

Abschnitt 7. — Besondere Auszahlungsmodalitäten

Art. 36 - Vorgezogene Auszahlung der Geburtsprämie

Der Antragsteller, der von der in Artikel 51 Absatz 1 Nummer 2 des Dekrets erwähnten Möglichkeit der vorgezogenen Auszahlung der Geburtsprämie Gebrauch macht, fügt dem in Artikel 25 erwähnten Antragsformular ein ärztliches Attest bei, aus dem der voraussichtliche Geburtstermin hervorgeht und das nicht mehr als vier Monate vor diesem Termin ausgestellt wurde.

Abschnitt 8. — Verrechnung mit ausländischen Familienleistungen

Art. 37 - Den Beamten und anderen Bediensteten der Europäischen Union gleichgestelltes Personal

Für die Anwendung von Artikel 54 Absatz 3 Nummer 2 des Dekrets werden folgende Bestimmungen den statutarischen Bestimmungen, die auf Beamte und andere Bedienstete der Europäischen Union anwendbar sind, gleichgesetzt:

1. die auf das Lehrpersonal der Europäischen Schulen anwendbaren statutarischen Bestimmungen;
2. die auf das ständige Personal von Eurocontrol anwendbaren statutarischen Bestimmungen.

Art. 38 - Provisorisch auszuzahlender Differenzbetrag

Für die Anwendung von Artikel 54 Absatz 3 Nummer 1 des Dekrets zahlt die Verwaltung als provisorischen Differenzbetrag die Differenz zwischen dem Betrag, auf den das Kind aufgrund des Dekrets Anrecht hat, und dem Betrag, auf den das Kind voraussichtlich aufgrund der ausländischen Gesetzgebung im Bereich Familienleistung Anrecht hat, wenn das Anrecht aufgrund des Dekrets höher ist.

Die Verwaltung ermittelt diesen Differenzbetrag anhand der Dokumente, die ihr zur Verfügung stehen und die Aufschluss über das voraussichtliche Anrecht auf ausländische Familienleistungen und über aufgrund des Dekrets zu zahlende Familienleistungen geben. Zu diesem Zweck übermittelt der Antragsteller der Verwaltung alle zweckdienlichen Informationen, die Aufschluss über das Anrecht auf die ausländischen Familienleistungen und ihre Höhe geben.

Stehen der Verwaltung zum Zeitpunkt der Auszahlung einer Familienleistung nicht ausreichend Informationen über das voraussichtliche Anrecht auf ausländische Familienleistungen zur Verfügung, die es ihr erlauben, den voraussichtlichen Differenzbetrag zu ermitteln, reduziert sie den provisorischen auszuzahlenden Differenzbetrag auf 0 Euro.

Abschnitt 9. — Rückforderungsverfahren

Art. 39 - Außergerichtliche Rückforderung

§ 1 - Unbeschadet des Artikels 49 des Dekrets und des Artikels 25 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft fasst die Verwaltung einen Beschluss über die Rückforderung des entsprechenden Betrags, wenn sie feststellt, dass eine Familienleistung zu Unrecht ausgezahlt wurde.

§ 2 - Der zu Unrecht ausgezahlte Betrag, der dem Empfänger gemäß Artikel 28 notifiziert wurde, wird von ausstehenden Familienleistungen an den betreffenden Empfänger einbehalten.

§ 3 - Wenn keine Leistungen an den betreffenden Empfänger mehr ausstehen und eine Rückforderung durch Einbehaltung gemäß Paragraf 2 nicht möglich ist, fordert die Verwaltung den Empfänger zur vollständigen Rückzahlung des zu Unrecht ausgezahlten Betrags innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab der Notifizierung auf. Dieser Beschluss kann zusammen mit dem in Paragraf 1 erwähnten Beschluss notifiziert werden.

In dem in Absatz 1 erwähnten Fall kann der Empfänger die Verwaltung innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab der in Absatz 1 erwähnten Notifizierung schriftlich ersuchen, die Rückzahlung in Teilzahlungen zu leisten. Das Ersuchen des Empfängers unterbricht die in Absatz 1 erwähnte Frist zur vollständigen Rückzahlung, bis zur Wiedereinsetzung der Frist gemäß Absatz 5.

Die Verwaltung akzeptiert das Ersuchen, wenn der zu Unrecht ausgezahlte Betrag nicht auf Betrug, arglistige Täuschung, betrügerische Handlungen oder auf eine in Artikel 48 Absatz 3 des Dekrets erwähnte Verfehlung des Empfängers zurückgeht. In diesem Fall schlägt die Verwaltung dem Empfänger einen Rückzahlungsplan in Teilzahlungen vor.

Der in Anwendung von Absatz 3 erstellte Rückzahlungsplan wird dem Empfänger innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab Übermittlung seines Ersuchens zur Annahme notifiziert. In Ermangelung einer Notifizierung innerhalb dieser Frist gilt das Ersuchen auf Rückzahlung in Teilzahlungen als abgelehnt. Das Ersuchen gilt ebenfalls als abgelehnt, wenn der Empfänger den Vorschlag der Verwaltung nicht innerhalb einer Frist von 15 Tagen ab der Notifizierung des Vorschlags annimmt.

Die Frist zur vollständigen Rückzahlung setzt wieder ein, wenn :

1. die Verwaltung das in Absatz 2 erwähnte Ersuchen nicht akzeptiert;
2. der Rückzahlungsplan als abgelehnt gilt oder;
3. der Empfänger die Bedingungen des in Absatz 4 erwähnten Rückzahlungsplans in Teilzahlungen nicht einhält.

§ 4 - Nach Tilgung der Schuld übermittelt die Verwaltung dem Empfänger eine Bestätigung darüber, dass die zu Unrecht ausgezahlten Beträge vollständig zurückgezahlt wurden.

Art. 40 - Gerichtliche Rückforderung

Unbeschadet des Artikels 25 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft leitet die Verwaltung nach der Aufforderung der Zahlung der zu Unrecht ausgezahlten Beträge in Anwendung von Artikel 39 § 3 Absatz 1 oder bei Nicht-Einhaltung der Bedingungen des in Artikel 39 § 3 Absatz 4 erwähnten Rückzahlungsplans in Teilzahlungen ein Verfahren auf Rückforderung der zu Unrecht ausgezahlten Beträge aufgrund von Artikel 580 Nummer 8 Buchstabe *b*) des Gerichtsgesetzbuches ein, wenn sie feststellt, dass sie die Beträge nicht auf außergerichtlichem Weg zurückfordern kann.

Art. 41 - Nichteintreibung von zu unsicheren oder zu kostspieligen Rückforderungen

§ 1 - Die Regierung kann von der in Artikel 40 erwähnten gerichtlichen Rückforderung zu Unrecht ausgezahlter Beträge absehen und sie als nicht eintreibbar erklären, wenn diese den Gesamtbetrag von 800 Euro nicht überschreiten.

Unter der Bedingung, dass die Rückforderung zu Unrecht ausgezahlter Beträge durch eine künftige Einbehaltung auf noch ausstehende Leistungen nicht möglich ist und dass die sich daraus ergebende Schuld den Betrag von 30 Euro nicht überschreitet, kann die Regierung von der in Artikel 39 erwähnten außergerichtlichen Rückforderung absehen und die Beträge als nicht eintreibbar erklären.

§ 2 - Die Regierung kann von der Rückforderung zu Unrecht ausgezahlter Beträge durch Zwangsvollstreckung absehen und sie als nicht eintreibbar erklären, wenn diese den Gesamtbetrag von 800 Euro nicht überschreiten.

Wenn der geschuldete Gesamtbetrag die Summe von 800 Euro nicht überschreitet, kann die Regierung ebenfalls davon absehen, den Konkursverwalter auf Aufnahme des Schuldners zu laden.

§ 3 - Die Regierung kann von jeglicher Rückforderung zu Unrecht ausgezahlter Beträge durch Rechtsverfolgung oder Zwangsvollstreckung absehen und die entsprechenden Beträge als nicht eintreibbar erklären, wenn der Schuldner seinen Wohnsitz im Ausland hat und keine pfändbaren Güter in Belgien hat.

§ 4 - Die Regierung kann auf eine Rückforderung durch Zwangsvollstreckung verzichten und die Beträge als nicht eintreibbar erklären, wenn der Gesamtwert der gepfändeten Güter unzureichend für die Deckung der für die Weiterführung des Verfahrens nötigen Kosten scheint.

Art. 42 - Nichteintreibung aus sozialen Gründen

§ 1 - Die Regierung kann in dem in Artikel 59 § 3 des Dekrets erwähnten Fall je nach verfügbarem Haushaltseinkommen auf die Rückforderung zu Unrecht ausgezahlter Beträge verzichten und entsprechend als nicht eintreibbar erklären. Als verfügbares Haushaltseinkommen gilt jeder Betrag gleich welcher Art, über den der Antragsteller, sein Ehepartner sowie die Person, mit der er eine Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen getätigt hat, verfügt. Ausgenommen von diesem Betrag sind die Familienleistungen, die die vorerwähnten Personen erhalten.

Verzichtet die Regierung in Anwendung von Absatz 1 auf die Rückforderung zu Unrecht ausgezahlter Beträge und erklärt diese entsprechend als nicht eintreibbar, erfolgt dies:

1. zu 100 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen des Antragstellers nicht über dem in Artikel 1409 § 1 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches festgelegten Betrag liegt;

2. zu 90 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 103 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

3. zu 80 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 106 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

4. zu 70 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 109 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

5. zu 60 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 112 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

6. zu 50 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 115 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

7. zu 40 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 118 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

8. zu 30 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 121 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

9. zu 20 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über 124 % des in Nummer 1 festgelegten Betrags liegt;

10. zu 10 % des geschuldeten Betrags, wenn das verfügbare Einkommen nicht über dem in Artikel 1409 § 1 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches festgelegten Betrag liegt.

Wenn das verfügbare Einkommen über dem in Absatz 2 Nummer 10 festgelegten Betrag liegt, kann die Regierung nicht mehr aufgrund von Absatz 1 auf die Rückforderung verzichten.

Falls die in Anwendung von Absatz 2 ermittelten Beträge den Bruchteil eines Euro enthalten, wird dieser Bruchteil eines Euro zum vollständigen Euro auf- oder abgerundet, je nachdem, ob dieser Bruchteil 0,5 erreicht oder nicht.

Das verfügbare Haushaltseinkommen wird für die Anwendung der Absätze 2 und 3 pro kindergeldberechtigtem Kind, für das der Antragsteller Kindergeld erhält, gemindert um den in Artikel 1409 § 1 Absatz 4 des Gerichtsgesetzbuches festgelegten Betrag.

Für die Festlegung des verfügbaren Haushaltseinkommens wird die Situation des Haushaltes zum Zeitpunkt des Antrags auf Verzicht der Rückforderung berücksichtigt.

§ 2 - In Anwendung von Artikel 59 § 3 Absatz 2 des Dekrets kann die Regierung von einer Rückforderung zu Unrecht ausgezahlter Beträge absehen und die Beträge als nicht eintreibbar erklären, wenn sich der Antragsteller in einer außergewöhnlich prekären finanziellen Situation befindet.

§ 3 - Für die Anwendung des vorliegenden Artikels übermittelt der Antragsteller der Regierung jedes sachdienliche Dokument, das für die Berechnung des verfügbaren Haushaltseinkommens benötigt wird.

Das Vorhandensein einer außergewöhnlich prekären finanziellen Situation wird mit vorheriger Zustimmung des Antragstellers im Rahmen eines Hausbesuchs am Wohnsitz desselben durch einen in Artikel 67 des Dekrets erwähnten Inspektor überprüft, außer wenn aus den in Absatz 1 erwähnten Dokumenten hervorgeht, dass das verfügbare Haushaltseinkommen über den in § 1 Absatz 2 festgelegten Beträgen liegt und der Antragsteller sich nicht in einer außergewöhnlich prekären finanziellen Situation befindet.

Die Weigerung des Antragstellers, die nötigen Dokumente für die Anwendung des vorliegenden Artikels beizubringen oder dem Inspektor Zutritt zum Wohnsitz zu verschaffen, gilt als Rücknahme des Antrags auf Verzicht der Rückforderung.

§ 4 - Die Regierung fasst ihren Beschluss über die Nichteintreibung innerhalb der in Artikel 44 des Dekrets vorgesehenen Frist.

§ 5 - Zwangsvollstreckungsmaßnahmen werden ausgesetzt, sobald ein Antragsteller einen Antrag auf Verzicht der Rückforderung stellt. Sie werden wieder aufgenommen ab dem Datum, an dem ein Beschluss über diesen Antrag gefasst wurde.

Art. 43 - Entwicklung der Grenzbeträge

Die in Artikel 41 genannten Beträge werden gemäß den Modalitäten von Artikel 38 des Dekrets angeglichen. Falls die so ermittelten Beträge den Bruchteil eines Euro enthalten, wird dieser Bruchteil eines Euro zum vollständigen Euro auf- oder abgerundet, je nachdem, ob dieser Bruchteil 0,5 erreicht oder nicht.

KAPITEL 7. — SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 44 - Abänderungsbestimmung

Artikel 77 Nummer 2 des Königlichen Erlasses vom 9. April 1965 über den Pool der Seeleute der Handelsmarine, abgeändert durch den Erlass vom 30. Dezember 1985, wird aufgehoben.

Art. 45 - Abänderungsbestimmung

Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 11. März 2002 zur Ausführung verschiedener Bestimmungen des Gesetzes vom 11. April 1995 zur Einführung der "Charta" der Sozialversicherten und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. April 1976 zur Festlegung der Regelung der Familienleistungen für Selbständige wird aufgehoben.

Art. 46 - Aufhebungsbestimmung

Sind aufgehoben:

1. der Königliche Erlass vom 22. Januar 1952 zur Ausführung des Artikels 41 Absatz 2 *e*) der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

2. der Königliche Erlass vom 21. September 1953 zur Ausführung von Artikel 34 letzter Absatz der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

3. der Königliche Erlass vom 10. März 1964 zur Festlegung der Bedingungen, die ein Kind mit einer Behinderung erfüllen muss, um Familienleistungen in Anwendung von Artikel 47 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger zu erhalten, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 12. November 1987;

4. der Königliche Erlass vom 26. März 1965 über die Familienbeihilfen zugunsten bestimmter, vom Staat entlohnter Personalkategorien und der Personalmitglieder des Einsatzkaders und des Verwaltungs- und Logistikkaders der lokalen Polizeikörper, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 15. Juli 2013;

5. der Königliche Erlass vom 19. Dezember 1967 zur Festlegung der Kontrollmaßnahmen im Falle eines Anschlusses von Arbeitgebern, die bei einer Kinderzulagenkasse kündigen;

6. der Königliche Erlass vom 16. Februar 1968 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen, und der Periode, während deren Kinderzulagen gewährt werden zugunsten eines Kindes, das am Ende eines Hochschulstudiums eine Abschlussarbeit vorbereitet, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 10. August 2005;

7. der Königliche Erlass vom 4. Juli 1969 über die Erteilung von Familienbeihilfen zugunsten des in Artikel 56septies der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten Kindes mit einer Behinderung, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 3. Mai 1991;

8. der Königliche Erlass vom 19. August 1969 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen gewährt werden zugunsten eines Kindes, das ein Praktikum absolviert, um in ein Amt ernannt werden zu können, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 10. August 2005;

9. der Königliche Erlass vom 18. Dezember 1973 zur Festlegung der Feststellungsweise der Beeinträchtigung von einigen Personen zwecks Anwendung der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 3. Juli 1991;

10. der Königliche Erlass vom 20. Mai 1974 zur Ausführung von Artikel 107 § 4 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

11. der Königliche Erlass vom 30. Dezember 1975 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen zugunsten eines Kindes, das dem Unterricht folgt, bewilligt werden, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 10. August 2005;

12. der Königliche Erlass vom 6. März 1979 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen zugunsten eines Kindes, das durch einen Lehrvertrag gebunden ist, bewilligt werden, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 22. Mai 2005;

13. der Königliche Erlass vom 8. Juli 1981 zur Ausführung von Artikel 57bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger, abgeändert durch den Erlass vom 23. Mai 1990;

14. der Königliche Erlass vom 12. April 1984 zur Festlegung der Verpflichtung, jedes Element, das eine Änderung bezüglich der Gewährung oder der Auszahlung einer Familienleistung zur Folge haben könnte, mitzuteilen, abgeändert durch den Erlass vom 17. Dezember 1992;

15. der Königliche Erlass vom 12. August 1985 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen zugunsten des Kindes, das der Teilzeitschulpflicht unterliegt, bewilligt werden, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 9. Juni 1995;

16. der Königliche Erlass vom 12. August 1985 zur Ausführung von Artikel 62 § 5 allgemeinen Familienbeihilfengesetzes, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 22. Mai 2014;

17. der Königliche Erlass vom 24. Juni 1987 zur Festlegung der Fälle, in denen die Gewährung der Kinderzulagen ausgesetzt wird, wenn das Kind seinen Militär- oder Zivildienst leistet;

18. der Königliche Erlass vom 26. Juni 1987 zur Ausführung von Artikel 119bis des Allgemeinen Familienbeihilfengesetzes, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Mai 2017;

19. der Königliche Erlass vom 12. November 1987 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen an das in Artikel 47 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnte Kind mit einer Behinderung bewilligt werden, abgeändert durch den Erlass vom 3. Mai 1991;

20. der Königliche Erlass vom 12. November 1987 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen an das in Artikel 63 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnte Kind mit einer Behinderung bewilligt werden, abgeändert durch den Erlass vom 3. Mai 1991;

21. der Königliche Erlass vom 12. Juni 1989 zur Ausführung von Artikel 71 § 2 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 10. Juni 2001;

22. der Königliche Erlass vom 4. April 1991 zur Ausführung von Artikel 3bis des Gesetzes vom 20. Juli 1971 zur Einführung garantierter Familienleistungen zwecks Festlegung der Beträge, die als Vorschuss gezahlt werden, abgeändert durch den Erlass vom 18. Dezember 1996;

23. der Königliche Erlass vom 3. Mai 1991 zur Ausführung der Artikel 47, 56septies, und 63 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger und des Artikel 96 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 9. Februar 2010;

24. der Königliche Erlass vom 25. Februar 1994 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Familienleistungen an Arbeitslose, abgeändert durch den Erlass vom 29. März 2012;

25. der Königliche Erlass vom 25. April 1997 zur Ausführung von Artikel 71 § 1bis des allgemeinen Familienbeihilfengesetzes, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 22. Mai 2014;

26. der Königliche Erlass vom 24. November 1997 zur Ausführung der Artikel 3, 7 und 24 des Gesetzes vom 11. April 1995 zur Einführung der "Charta" der Sozialversicherten mit Bezug auf die in den Artikeln 19, 31, 32 und 33 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten Einrichtungen für Familienbeihilfen, abgeändert durch den Erlass vom 28. April 2009;

27. der Königliche Erlass vom 9. Juni 1999 über das Geschäftsführungskonto und die Verwaltungsrücklage der Kassen für Familienbeihilfen, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 22. Mai 2014;

28. der Königliche Erlass vom 1. März 2000 zur Ausführung von Artikel 42bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 25. April 1997 zur Ausführung von Artikel 71 § 1bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger, abgeändert durch den Erlass vom 11. Januar 2007;

29. der Königliche Erlass vom 13. März 2001 zur Ausführung von Artikel 102 § 1 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger, abgeändert durch den Erlass vom 29. Januar 2013;

30. der Königliche Erlass vom 2. August 2002 zur Ausführung von Artikel 60 § 1 Absatz 3 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

31. der Königliche Erlass vom 11. Juni 2003 zur Festlegung des Betrags und der Gewährungsmodalitäten der in Artikel 70ter der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten pauschalen Zulage;

32. der Königliche Erlass vom 19. April 2005 zur Ausführung von Artikel 69 § 2bis der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

33. der Königliche Erlass vom 19. April 2005 zur Ausführung von Artikel 102 § 1 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

34. der Königliche Erlass vom 10. August 2005 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Kinderzulagen gewährt werden für ein Kind, das Unterrichtskurse besucht oder seine Ausbildung fortsetzt, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 22. Mai 2014;

35. der Königliche Erlass vom 11. Januar 2007 zur Ausführung von Artikel 56 § 2 Absatz 3 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

36. der Königliche Erlass vom 3. August 2007 zur Ausführung von Artikel 50quinquies der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

37. der Ministerielle Erlass vom 26. Mai 1958 zur Festlegung der Arbeitslosigkeitstage, die für das System der Kinderzulagen für Arbeitnehmer den tatsächlichen Arbeitstagen aus Gründen des Personenstands oder aufgrund von staatsbürgerlichen und gewerkschaftlichen Pflichten gleichgestellt werden, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 29. Juni 1978;

38. der Ministerielle Erlass vom 12. Juni 1974 zur Beauftragung der Inspektoren und beigeordneten Inspektoren der Sozialinspektion des Ministeriums für Sozialfürsorge zwecks Überwachung der Ausführung der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger;

39. der Ministerielle Erlass vom 18. Januar 2000 zur Bestimmung der Beamten, die zuständig für Abweichungsanfragen im Bereich der Familienleistungen sind;

40. der Ministerielle Erlass vom 15. März 2001 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen Grenzgängern erteilt werden, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. Februar 2013;

41. der Ministerielle Erlass vom 26. Juni 2002 bezüglich des Gebrauchs der in Artikel 71 § 3 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger erwähnten Dokumente, Bescheinigungen oder Brevets zwecks Übermittlung der für die Festlegung der Rechte auf Familienleistungen nötigen Daten;

42. der Ministerielle Erlass vom 19. April 2005 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen Familienleistungen Personen erteilt werden, die Opfer einer Kindesentführung sind.

Art. 47 - Inkrafttreten

Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

Art. 48 - Durchführungsbestimmung

Der für Familie zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 29. November 2018

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

A. ANTONIADIS